

**CONTRIBUTION DE L'UNION LOCALE DES SYNDICATS CGT DE REVEL
ET DES ENVIRONS**

BP 54 31250 Revel, ul-cgt.revel@orange.fr, 06 87 07 35 36

La liaison routière Castres-Toulouse doit rester publique.

Le « débat public » engagé en préalable à la réalisation de la « Liaison autoroutière Castres-Toulouse » (c'est son nom, c'est dire qu'il est faussé dès le départ.) fait la part belle aux partisans de la privatisation de l'axe par attribution à un concessionnaire privé, qui récupérerait les déviations de Soual et Puylaurens financées sur fonds publics, dans le cadre d'une nouvelle autoroute à péage qui saccagerait les terres agricoles au mépris de l'environnement. Soutien de tous les « décideurs » économiques locaux, à commencer par les Laboratoires Fabre, qui financent les voyages par cars entiers de leur « claque » à toutes les réunions, d'élus malheureusement de tous bords du bassin Castres-Mazamet, dudit « Journal d'Ici », qui ne donne déontologiquement la parole qu'aux inconditionnels du « Oui à l'autoroute », et tout aussi malheureusement de certains responsables syndicaux.

Pour nous, organisation syndicale CGT d'un secteur couvrant les cantons de Revel et Caraman, particulièrement concernés par ce projet, nous affirmons qu'un syndicat digne de ce nom ne peut que se prononcer :

- pour la défense de l'intérêt public, contre les intérêts privés ;
- pour l'égalité en droit des citoyens dans les moyens de communication, donc contre la sélection par l'argent des péages ;
- pour les transports publics de préférence aux moyens individuels
- contre le saccage de l'environnement ;
- pour la préservation de l'outil de travail - la terre - de ceux qui nous nourrissent et qui pâtissent en ce moment, comme les salariés, des effets de la spéculation financière.
- Et qui pourrait croire, comme l'affirment sans fard lesdits « décideurs économiques », qu'une autoroute va permettre le « développement économique » alors que les mêmes multiplient actuellement renvois d'interimaires, fin de contrats à durée déterminée, recours au chômage partiel et bien souvent plans de licenciements ? Les fermetures d'entreprises, les délocalisations et les licenciements sont le lot de toutes les régions, desservies ou pas par un double ruban routier.

C'est pourquoi nous nous prononçons fermement contre toute privatisation de la liaison routière Castres-Toulouse. Nous appelons les salariés, la population laborieuse et les élus à exiger l'aménagement de la liaison existante et à se mobiliser pour aller chercher auprès de l'Etat les financements nécessaires qui sont de son ressort.